



## Brexit : les universités britanniques invitées à s'installer en France

Voilà une opération séduction qui tranche avec le divorce compliqué qui se profile entre le Royaume-Uni et l'Union européenne: l'université Paris-Seine a lancé le 14 février (jour de Saint-Valentin) un appel à manifestation d'intérêts à destination des universités britanniques. Le consortium Paris -Seine, une communauté d'établissements qui regroupe notamment une grande école de commerce, l'Essec, et l'université de Cergy-Pontoise, propose ainsi aux institutions d'outre-Manche de venir s'installer sur son futur campus international situé sur les bords de l'Oise pour y développer un « partenariat scientifique et académique ».

Depuis le Brexit, en juin 2016, la question des financements européens agite les universités britanniques. PAUL HACKETT / REUTERS Depuis le vote en faveur du Brexit, le 23 juin 2016, les universités britanniques ont souvent exprimé leurs inquiétudes concernant les financements de recherche de l'union européenne, dont le pays est le deuxième bénéficiaire, et la libre circulation des étudiants et chercheurs internationaux. Certaines d'entre elles ont décidé de ne pas attendre l'activation de l'article 50 du traité européen, qui déclencherà la sortie du Royaume-Uni de l'UE, pour établir ou renforcer leurs liens avec des universités européennes, comme le racontait le Guardian en septembre 2016. Le quotidien britannique avait interrogé des présidents d'universités, des étudiants et des chercheurs pour évaluer les perspectives des universités face aux incertitudes du Brexit. « De nombreuses universités ont nommé au sein de leurs exécutifs des responsables de la question du Brexit, nous discutons avec eux », explique François Germinet, président de l'université de Cergy, qui s'est rendu mi-février en Grande-Bretagne avec des représentants de l'université Paris-Seine, pour rencontrer l'université de Warwick (Coventry). Lire aussi : Malgré le Brexit, les facs britanniques s'accrochent à Erasmus L'idée d'un campus satellite d'Oxford en France écartée De son côté, le directeur général de l'Essec, Jean-Michel Blanquer, a consulté l'université d'Oxford vendredi 17 février, suscitant des rumeurs d'ouverture d'un campus « satellite » en France. Cette information diffusée par le Telegraph a été rapidement démentie sur Twitter. « Depuis le Brexit, nous avons des discussions informelles avec les institutions britanniques, très inquiètes des conséquences de la sortie de l'Union européenne. Nous poursuivrons ces discussions jusqu'en juillet (quand s'achèvera l'appel à manifestation d'intérêt). Mais rien n'est encore acté », tempère le directeur de l'Essec. « Oxford et Cambridge sont des marques mondiales, et elles ne feraient jamais rien pour compromettre leur image. Cependant les universités vont devoir revoir clairement leur stratégie, car en ces temps de graves incertitudes, les autres pays [européens] voient là une opportunité pour venir puiser dans le vivier de talents de l'enseignement supérieur et la recherche britannique », décrypte, pour Le Monde, John Gill, rédacteur en chef du Times Higher Education, spécialisé dans l'enseignement supérieur. Les noms des établissements britanniques réceptifs à ce « geste d'affection français », comme l'écrit le Times Higher Education, seront rendus publics en septembre, et les dossiers retenus seront dévoilés en 2018. Bien après l'ouverture des négociations entre Londres et la Commission européenne sur la tournure que prendra le Brexit, prévue dans les prochaines semaines. Lire aussi : Pour les universités britanniques, le Brexit est un immense défi Lire aussi : Brexit : « pas de conséquences pour les échanges étudiants » prévus l'an prochain Lire aussi: Comment le « Brexit » va-t-il affecter les étudiants?